



NPA

**NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE**

<http://www.npa-europeennes2009.org>

**PARTOUT EN EUROPE, CE N'EST
PAS A NOUS DE PAYER LEUR CRISE**

La crise qui frappe aujourd'hui le cœur même de l'économie capitaliste n'a pas épargné l'Union européenne (UE). Du Traité de Rome de 1957 jusqu'au minitraité européen de 2007 en passant par le Traité de Maastricht, tous les choix politiques ont favorisé la libre circulation des marchandises, des biens, des services et des capitaux. Ils ont été imposés aux peuples par des institutions pour la plupart non élues, la seule soumise au suffrage universel, le Parlement européen, n'ayant quasiment pas de pouvoir de décision.

Leur Europe n'est pas la nôtre !

Pour défendre un plan de mesures de rupture avec le capitalisme, basé sur le partage des richesses, sous le contrôle de la population !



Les travailleurs n'ont aucune responsabilité dans la gestion et dans la faillite du système capitaliste. Ils n'ont donc pas à en payer les conséquences, en perdant leur emploi ou en perdant du salaire en cas de chômage partiel. Les politiques de l'Union européenne encouragent la précarité. L'Europe que nous voulons exige des critères opposés à ceux du marché. Nous revendiquons une diminution du temps de travail, sans flexibilité ni annualisation, et avec création de postes sous contrôle des salariés. Tous les contrats précaires doivent être convertis en emplois statutaires ou en CDI. Nous sommes pour une loi d'interdiction des licenciements.



L'urgence, c'est l'augmentation de tous les salaires, retraites et minima sociaux, de 300 euros net par mois. C'est possible en prenant les dix points du PIB qui sont passés de la poche des travailleurs à celle des capitalistes ces 25 dernières années : en France, cela représente plus de 170 milliards d'euros par an. Contre la mise en concurrence des salariés, il faut rendre obligatoire un salaire minimum dans chaque pays euro-

péen, qui serait l'équivalent, en termes de pouvoir d'achat, des 1500 euros net que nous revendiquons en France. Face à la crise, il ne faut pas moins, mais beaucoup plus de protection sociale, de services publics, fondés sur la socialisation des richesses produites (salaires sociaux ou collectifs) et une nouvelle répartition entre les salaires et les profits. Pour réaliser tout cela, il faut séquestrer les profits. L'urgence économique exige que les populations contrôlent également les banques centrales, en particulier la Banque centrale européenne.



Se loger, se chauffer, se nourrir, étudier, se soigner, se divertir, se déplacer: autant de droits élémentaires que les services publics doivent garantir à toutes et à tous. Aujourd'hui, l'Union européenne et les gouvernements continuent la casse et la privatisation des services publics. Le NPA revendique plus de services publics; des embauches et des moyens massifs; l'arrêt des privatisations de la santé et de l'éducation; le développement des services de la petite enfance et des personnes âgées, des transports et de la culture; la création d'un pôle public bancaire; la nationalisation des énergies.

**LE 7 JUIN VOTEZ POUR LA LISTE MENEÉE
PAR CHRISTIAN NGUYEN ET FANNY PUEL
SOUTENUE PAR OLIVIER BESANCENOT**



UNE EUROPE ÉCOLOGIQUES

Le paquet climat-énergie de l'UE préconise des objectifs inférieurs aux recommandations des climatologues et vise surtout à délocaliser dans les pays du Sud la réduction des gaz à effet de serre. L'Europe que nous voulons doit organiser une véritable révolution énergétique, une rupture avec les modes actuels de production, de consommation et de transport. Gratuites pour les usagers, ces mesures devront être financées par une taxe sur les profits du secteur énergétique. La politique agricole commune au service des agro-managers et des industriels a provoqué la dérégulation des marchés et la volatilité des cours, concentré les productions, détruit les sols, pollué l'eau, accentué la dépendance aux énergies fossiles, contribué au réchauffement climatique. Les politiques européennes sur la pêche, en s'alignant sur le modèle néolibéral, ont accentué la surexploitation des mers en autorisant toujours plus de pêche industrielle. Elles n'ont su protéger ni l'équilibre de la biosphère, ni les pêcheurs face à la destruction de leur métier. En matière de politique agricole commune comme en matière de pêche, il faut radicalement changer de cap !



POUR LE DROIT DES FEMMES

La législation concernant l'avortement est très inégale

en Europe. Il est toujours pénalisé en Irlande, en Pologne et à Malte, et très limité en Italie et au Portugal. Nous exigeons le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits dans toute l'Union européenne. Nous voulons une loi-cadre européenne contre les violences faites aux femmes, une loi qui s'impose à tous les pays pour lutter contre les violences sexistes dans toutes leurs dimensions. Les inégalités de salaire entre hommes et femmes persistent : de 20 à 35% selon les pays. Nous exigeons l'égalité salariale.



CONTRE L'EUROPE FORTERESSE UNE EUROPE SOLIDAIRE

L'Europe actuelle est une véritable forteresse, où la situation des immigrés ne cesse de se compliquer. La politique de l'Union européenne vise à une « gestion concertée des flux migratoires », c'est-à-dire pouvoir utiliser la main-d'œuvre étrangère du Sud au bon vouloir des besoins des capitalistes européens. Les immigrés sont transformés en main-d'œuvre jetable, à utiliser en cas de besoin puis dont on se débarrasse, la fameuse « immigration choisie ». Nous demandons la suppression de toutes les lois racistes et discriminatoires, une Europe de l'égalité des droits. Cela passe notamment par la régularisation de tous les sans-papiers, l'arrêt des rafles et la fermeture des centres de rétention, la liberté de circuler et la fin du contrôle de l'immigration, le droit de vote pour tous les immigrés à toutes les élections.

PARTOUT EN EUROPE, CE N'EST PAS A NOUS DE PAYER LEUR CRISE

MEETING



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

AVEC CHRISTIAN NGUYEN (TETE DE LISTE)

ET FANNY PUEL (SECONDE DE LISTE)

MARDI 19 MAI 20h30

SALLE DU CHAMP GIRAULT-TOURS